



Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

Synthèse de l'actualité

18 mai 2012

Action institutionnelle

Le président de la République a nommé un gouvernement paritaire

Le président de la République, François HOLLANDE, a nommé, le mercredi 16 mai 2012, les membres du nouveau Gouvernement sur la proposition du Premier ministre, Jean-Marc AYRAULT. La composition du Gouvernement a été annoncée par Pierre-René LEMAS, Secrétaire général de la présidence de la République. S'il marque le retour d'un ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes de plein exercice, le nouveau gouvernement est aussi le premier gouvernement paritaire de l'histoire politique française. Dix-sept femmes sont en effet nommées sur les trente-quatre membres du nouveau gouvernement, une « *promesse tenue* » soulignée par l'ensemble des médias. Les gouvernements de François FILLON nommés en mai et juin 2007 avaient été qualifiés de « *paritaire* » dans la presse (synthèse du 21 mai et 28 juin 2007). Avec sept femmes ministres sur quinze le premier gouvernement était de fait le plus féminisé de la V^e République, mais les observatrices féministes notaient déjà une régression en juin avec onze femmes et vingt-deux hommes sur trente-trois membres, et surtout l'absence d'un ministère en charge des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes. (Photo © Présidence de la République - P. SEGRETTE).



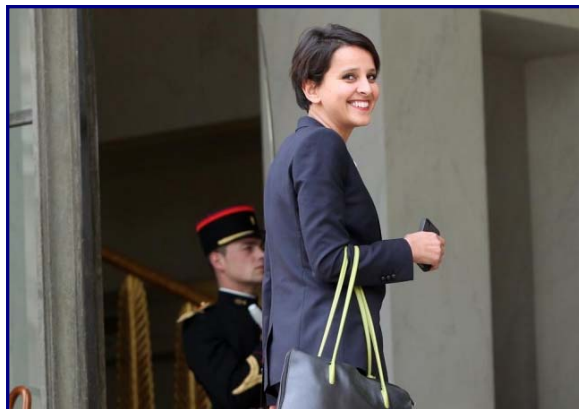
Najat VALLAUD-BELKACEM, ministre des Droits des femmes, porte-parole du Gouvernement



« La création d'un ministère des droits des femmes est la première étape d'une politique que je souhaite ambitieuse et qui, à mon sens, doit être au cœur du projet de société de la gauche, que je veux porter » écrivait François HOLLANDE dans « Garantir les droits des femmes et transformer la société vers plus d'égalité - 40 engagements pour l'égalité femmes-hommes » (synthèse du 11 mai). Promesse tenue ! Najat VALLAUD-BELKACEM a été nommée ministre des Droits des femmes et porte-parole du Gouvernement.

La loi sur le harcèlement sexuel en préparation

La féministe Caroline DE HAAS s'est aussitôt félicitée de la nomination de Najat VALLAUD-BELKACEM, qualifiée de « *super nouvelle* » sur **Twitter**. « *Le premier et seul ministère de ce type a été créé par François MITTERRAND en 1981* » a-t-elle rappelé (lire page 5). « *Placé sous l'autorité du Premier Ministre pour asseoir son caractère transversal* », indiquait le futur président de la République dans le premier de ses 40 engagements pour l'égalité femmes-hommes, « *ce ministère s'appuiera sur une administration propre. Il impulsera, élaborera, suivra, évaluera, les politiques*



publiques et leurs effets sur les inégalités entre les sexes. Il aura pour mission de construire son action en partenariat avec les associations mobilisées pour les droits des femmes ». Notre nouvelle ministre a indiqué dès le 17 mai sur **TF1** qu'une nouvelle loi était « *déjà en préparation* » pour combler le vide juridique laissé par l'abrogation de la loi sur le harcèlement sexuel (synthèses des 11 et 15 mai), avant de préciser que « *cette loi, à laquelle nous comptons nous atteler avec Christine TAUBIRA* », la Garde des Sceaux, verrait le jour « *avant l'été* », « *dès que le Parlement sera réuni* ». Najat VALLAUD-BELKACEM s'est par ailleurs félicitée que le ministère des Droits des femmes soit « *un ministère de plein droit* ». « *Cela ne s'était pas vu depuis les années 80* », a-t-elle relevé. Selon elle, « *il y a beaucoup à rattraper* » dans ce domaine, car « *depuis dix ans la France a perdu beaucoup de places dans tous les classements internationaux sur la question de l'égalité* ». « *Il faut remettre la France dans le peloton de tête* », a-t-elle plaidé. (Photo © Présidence de la République - P. SEGRETTE).

Le parcours de Najat VALLAUD-BELKACEM



Najat VALLAUD-BELKACEM (synthèses des 28 février 2007, 2 décembre 2010, 30 mars et 11 mai 2012) est née le 4 octobre 1977 au Maroc. En 1982, elle rejoint son père émigré en France et ouvrier dans le bâtiment, avec sa mère et sa sœur aînée, et grandit dans la banlieue d'Amiens. En 2000, elle est diplômée de Sciences Po Paris. Elle devient alors juriste dans un cabinet d'avocats parisien au Conseil d'État et à la Cour de cassation. Elle entre au Parti socialiste après le 21 avril 2002 et rejoint, en tant que chargée de mission, en janvier 2003 l'équipe de Gérard COLLOMB, sénateur-maire de Lyon, en menant dans le cadre de la politique municipale des actions pour renforcer la démocratie de proximité, la lutte contre les discriminations, la promotion des droits des citoyens ou leur accès à l'emploi et au logement. De 2004 à 2008 elle a été conseillère régionale Rhône-Alpes sur la liste de Jean-Jack QUEYRANNE, présidente de la commission culture puis vice-présidente de la Région Rhône-Alpes en charge de la culture. En charge des questions de société au Parti socialiste, elle s'est occupée de l'égalité des droits pour les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) et les questions de bioéthique. Deux questions qui se recoupent autour de la vision qu'elle a de la famille et de la société. Elle considère qu'il est temps de « *traduire l'évolution du modèle familial dans le droit* ». En 2007, elle a été porte-parole de Ségolène ROYAL durant la campagne de l'élection présidentielle. Depuis 2008, elle est adjointe au maire de Lyon, Gérard COLLOMB, chargée des grands événements, de la jeunesse et de la vie associative. En mars 2009, elle est à nouveau porte-parole de Ségolène ROYAL en vue de la primaire présidentielle socialiste de 2011. Le 16 novembre 2011, François HOLLANDE, vainqueur de la primaire et donc, candidat officiel du PS pour l'élection présidentielle de 2012, la nomme porte-parole de sa campagne présidentielle. Une carrière, dont plusieurs journaux soulignent, que Najat VALLAUD-BELKACEM ne la doit « *à personne d'autre qu'à elle-même* ».

Dix-sept femmes ministres...

Dix-sept femmes ont été nommées sur les trente-quatre membres du nouveau gouvernement : Christiane TAUBIRA, garde des sceaux, ministre de la justice, Marisol TOURAINE, ministre des affaires sociales et de la santé, Cécile DUFLOT, ministre de l'égalité des territoires et du logement, Nicole BRICQ, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Aurélie FILIPPETTI, ministre de la culture et de la communication, Geneviève FIORASO, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Najat VALLAUD-BELKACEM, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement, Marylise LEBRANCHU, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, Valérie FOURNEYRON, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, George PAU-LANGEVIN, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, chargée de la réussite éducative, Delphine BATHO, ministre déléguée auprès de la garde des sceaux, ministre de la justice, Michèle DELAUNAY, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes âgées et de la dépendance, Sylvia PINEL, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée de l'artisanat, du commerce et du tourisme, Dominique BERTINOTTI, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille, Marie-Arlette CARLOTTI, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées, Yamina BENGUIGUI, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger et de la francophonie, et Fleur PELLERIN, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique. (Photo : A. Filippetti, N. Vallaud- Belkacem, F. Pellerin et D. Batho © Rüdý Waks).



Nous commençons ci-dessous la publication des portraits des femmes ministres avec ceux d'Aurélie FILIPPETTI, Fleur PELLERIN et Delphine BATHO, qui, avec Najat VALLAUD- BELKACEM, faisaient récemment l'objet d'une « rencontre » dans **Les Inrocks** sous le titre « La relève féminine du Parti socialiste ». Le magazine soulignait que, « combatives et compétentes », elles incarnaient « la nouvelle garde de l'équipe de campagne de François HOLLANDE ». Nous publions également celui de Christiane TAUBIRA. A suivre dans nos prochaines synthèses.

Nous commençons ci-dessous la publication des portraits des femmes ministres avec ceux d'Aurélie FILIPPETTI, Fleur PELLERIN et Delphine BATHO, qui, avec Najat VALLAUD- BELKACEM, faisaient récemment l'objet d'une « rencontre » dans Les Inrocks sous le titre « La relève féminine du Parti socialiste ». Le magazine soulignait que, « combatives et compétentes », elles incarnaient « la nouvelle garde de l'équipe de campagne de François HOLLANDE ». Nous publions également celui de Christiane TAUBIRA. A suivre dans nos prochaines synthèses.

Christiane TAUBIRA, garde des sceaux, ministre de la justice

Née le 2 février 1952 à Cayenne, en Guyane, Christiane TAUBIRA (synthèse du 28 février 2007) est issue d'une famille modeste : sa mère, aide-soignante, élevait seule six enfants. Elle est titulaire d'un doctorat d'économie, d'agro-alimentaire, de sociologie et d'ethnologie Afro-américaine. Christiane TAUBIRA débute sa carrière comme professeure de sciences économiques en 1978 à Paris. Elle cofonde en 1982 une association agricole pour la Guyane, qu'elle dirige jusqu'en 1985. Depuis 1990, elle est membre de l'Office de coopération et de commerce extérieur de la Guyane (OCCE). Parallèlement, elle commence sa carrière politique dans les années 80 comme militante guyanaise indépendantiste, mouvement dont elle se revendique toujours. Elle crée le parti Walwari, « Eventail », en 1993, et en devient la présidente. Députée de la 1^{ère} circonscription de Guyane depuis 1993, elle est également conseillère régionale de la Guyane depuis 2010. Elle a également été députée européenne de 1994 à 1999. Elle a été candidate PRG à l'élection présidentielle de 2002. Nommée au Conseil stratégique de la campagne de François HOLLANDE et représentante spéciale pour l'Outre-mer du candidat, elle participe avec fougue aux meetings du candidat socialiste en Guyane et aux Antilles.



Aurélie FILIPPETTI, ministre de la Culture et de la Communication

Aurélie FILIPPETTI (synthèses des 24 novembre 2008, 4, 18 mars, 25 septembre, 25 et 29 décembre 2009), née le 17 juin 1973 à Villerupt en Meurthe-et-Moselle, est membre du Parti socialiste depuis 2006 et députée de la 8^e circonscription de Moselle depuis juin 2007, elle était porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Elle est la fille d'Angelo FILIPPETTI (1938-1992), ancien mineur de fond, maire communiste d'Audun-le-Tiche de 1983 à 1992 et conseiller général, et petite-fille d'immigrés italiens venus travailler dans les mines de fer de Lorraine. Ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud, elle est agrégée de lettres classiques et, avant ses débuts en politique chez les Verts, était professeure de lettres. Aurélie FILIPPETTI est également écrivaine (« Les derniers jours de la classe ouvrière » et « Un hommes dans la poche » chez **Stock**). Lors d'une cérémonie de passation de pouvoir dont les observateurs s'accordent à dire qu'elle a été extrêmement émouvante, son prédécesseur rue de Valois, Frédéric MITTERRAND, a déclaré : « *c'est un jour de chance pour ce ministère car il va y avoir à partir de maintenant une ministre dont l'empathie pour le monde de la culture est connue depuis longtemps et notamment parce que la ministre est une artiste en elle-même, un écrivain de très grand talent et de très grande qualité* ».



Delphine BATHO, ministre déléguée à la Justice



Delphine BATHO (synthèses des 28 février 2007, 18 juillet, 5 septembre et 27 octobre 2008) est née le 23 mars 1973 à Paris. Elle est la fille des photographes John BATHO, ancien ouvrier relieur CGT dans une imprimerie dans les Deux-Sèvres puis aux Archives nationales, et Claude BATHO. Ses premiers engagements associatifs remontent au collège lors de la campagne « action école » de Médecin du Monde. Elle a ensuite commencé à militer à l'âge de 15 ans pour le droit à l'éducation au sein de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) (dont elle a été présidente de 1990 à 1992) et contre le racisme au sein de l'association SOS Racisme (dont elle a été vice-présidente de 1992 à 1998). Elle adhère au Parti socialiste en 1994. Elle est alors membre du courant « la Gauche socialiste » avec Jean-Luc MELENCHON et Julien DRAY. Elle succède à Ségolène ROYAL comme députée de la deuxième circonscription des Deux-Sèvres en 2007 et, spécialiste de la sécurité au Parti socialiste, elle devient vice-présidente du groupe socialiste à l'Assemblée nationale chargée de la sécurité. Delphine BATHO sera l'une des porte-parole de François HOLLANDE, lors de la campagne présidentielle de 2012.

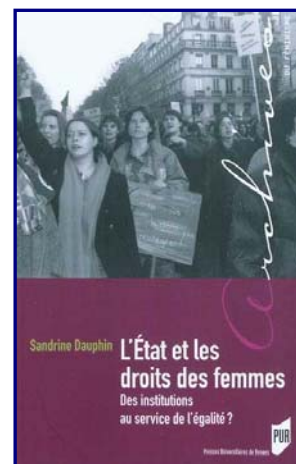
Fleur PELLERIN, ministre déléguée aux PME, à l'innovation et à l'économie numérique

Fleur PELLERIN est née le 29 août 1973 à Séoul et a été adoptée à six mois après par une famille française. Elève au lycée franco-allemand de Buc, elle est titulaire à 16 ans du baccalauréat scientifique et de l'Abitur allemand puis intègre les classes préparatoires commerciales. Admise à l'ESSEC, elle en sortira diplômée à 21 ans. Elle poursuivra ses études à l'Institut d'études politiques de Paris, (section Service public). A 24 ans, elle réussit le concours externe d'entrée à l'ENA. Elle deviendra alors élève de la promotion Averroès (1998-2000). A sa sortie de l'ENA elle devient conseillère référendaire à la Cour des comptes. En parallèle à ses fonctions, elle a été auditrice externe pour l'ONU et rapporteuse de la Commission de déontologie de la fonction publique. Fleur PELLERIN rejoint l'équipe de campagne de Lionel JOSPIN en 2002 dans l'équipe des plumes. Ségolène ROYAL lui confie en 2007 la cellule chargée des relations avec la presse spécialisée et elle sera responsable du pôle « société et économie numériques » lors de la campagne présidentielle de François HOLLANDE en 2012.



De la condition féminine à l'égalité entre les femmes et les hommes

De nombreux médias consacrent des articles à l'historique des ministères en charge de l'égalité. C'est le président Valéry GISCARD D'ESTAING qui a le premier créé un secrétariat d'Etat à la Condition féminine, confié à la journaliste Françoise GIROUD en 1974 puis à Monique PELLETIER. Mais c'est François MITTERRAND qui instaure un ministère entièrement dédié aux droits des femmes, appelé alors « aux Droits de la femme », qui ne sera ensuite jamais été rétabli en tant que tel. Nommée à ce poste dans le premier gouvernement socialiste de Pierre MAUROY, Yvette ROUDY a été la première et la seule ministre de plein exercice des droits de la femme de la V^e République, de 1981 jusqu'à la cohabitation de 1986. Elle a porté plusieurs mesures en faveur des femmes comme le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse, des campagnes d'éducation à la sexualité, ou la première loi sur l'égalité professionnelle. « *Pendant le second septennat, la question a ensuite été noyée avec les problèmes de la famille* », raconte Yvette ROUDY. Alors que Georgina DUFOIX est nommée ministre chargée des questions familiales en mai 1988, Michèle ANDRE (de 1988 à 1991), Véronique NEIERTZ (de 1991 à 1993) et Nicole PERY (de 1998 à 2002) se sont ensuite occupées des droits des femmes, au sein de secrétariats d'Etat et non plus de ministères dédiés. Des ministres comme Simone VEIL (1993 - 1995) ou Martine AUBRY (1997 -1998), par exemple, voient les droits des femmes dans leurs attributions. La question des femmes a finalement été incluse dans des ministères chargés de l'emploi ou des affaires sociales (Nicole AMELINE, Catherine VAUTRIN, Valérie LETARD et Nadine MORANO), puis au ministère des Solidarités et de la cohésion sociale (Roselyne BACHELOT-NARQUIN). Sous la présidence de Nicolas SARKOZY, la RGPP conduit à l'intégration du Service des droits des femmes et de l'égalité au sein de la Direction générale de la cohésion sociale. « *Il y a eu un recul considérable sur les droits des femmes qui s'est amorcé à partir du moment où le ministère que je dirigeais a disparu* », avance aujourd'hui Yvette ROUDY. On conseillera, pour en savoir plus sur l'évolution de la prise en compte institutionnelle des questions d'égalité, l'ouvrage de Sandrine DAUPHIN, « L'Etat et les droits des femmes. Des institutions au service de l'égalité ? » aux **Presses universitaires de Rennes**.



Pour information, cette synthèse est réalisée à partir d'alertes d'actualité internet, de la surveillance des sites institutionnels français, ainsi que d'une sélection de sites associatifs francophones, des informations et documents reçus par le bureau de l'animation et de la veille et d'une sélection de la presse quotidienne et hebdomadaire nationale. - Photos © DR

Direction générale de la cohésion sociale – Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes
Bureau de l'animation et de la veille - dgcs-sdfe-synthese@social.gouv.fr - <http://www.femmes-egalite.gouv.fr/>